



Nicolas Sarkozy à Clermont-Ferrand

Nicolas Sarkozy
Président de l'Union pour un Mouvement Populaire

Clermont-Ferrand - Vendredi 27 avril 2007

Seul le prononcé fait foi

Mes chers amis,

Y a-t-il meilleur endroit que la terre auvergnate pour parler de l'avenir de la France ?

Y a-t-il meilleur endroit pour appeler les Français à dire non au renoncement que ce lieu sacré où le premier résistant gaulois versa son sang pour quelque chose de plus grand que sa tribu ?

Y a-t-il meilleur endroit pour dire aux Français qu'ils peuvent reprendre leur destin en mains que ce vieux pays volcanique où la terre de cendres et les montagnes de lave se souviennent encore qu'ici un peuple courageux défit les légions de César au nom de la Gaule tout entière ?

Y a-t-il meilleur endroit pour appeler les Français non au sacrifice mais à l'effort, pour parler du travail et du mérite que dans cette Auvergne où selon Michelet « les hommes ont en eux une force réelle, une sève amère, acerbé peut-être, mais vivace comme l'herbe du Cantal » ?

Y a-t-il meilleur endroit que votre belle Auvergne, mes chers amis, pour parler de l'identité de la France, de ce trésor que l'héritage des siècles a déposé entre nos mains pour qu'à notre tour nous le transmettions à nos enfants plus riche, plus grand, plus beau que nos pères nous l'ont légué ?

Y a-t-il meilleur endroit pour faire se lever dans toute la France l'élan du renouveau qu'ici où les hommes ont toujours travaillé, toujours prié, toujours pensé, toujours créé, où les hommes tirent des profondeurs de la terre cette force qui n'est pas seulement la force des bras mais aussi celle de l'âme et de l'esprit.

Ici, à cet endroit qui est peut-être le vrai centre et le vrai cœur de la France, ici où la Gaule tenta de devenir une réalité vivante, ici où semblent converger et se mélanger toutes les influences, tous les tempéraments, tous les sentiments, toutes les cultures, toutes les croyances, ici où se rencontrent la France de la mer et celle de la terre, le Nord et le Sud, l'Occident et l'Orient, ici où sur des pitons de lave des Vierges noires servent d'intercesseurs entre le Ciel et la Terre,

ici se noue depuis vingt siècles le mystère d'une France dont l'âme est enracinée dans son sol, dans son histoire, dans ses mythes et ses traditions venus du fond des âges, mais dont le regard est tourné vers le ciel, vers le grand large, vers l'avenir,

ici se noue le mystère d'une France qui répète éternellement les gestes immémoriaux qui se transmettent de génération en génération et qui en même temps ne cessent jamais de se renouveler, de se réinventer, de se recréer.

Tous les Auvergnats ont contribué à faire la France avec leurs mains autant qu'avec leurs cœurs. Et le souvenir des plus grands d'entre eux reste vivant dans bien des mémoires françaises. L'Auvergne bien sûr donna à la France Vercingétorix, mais elle ne lui donna pas que lui.

Elle lui donna l'intelligence pure et l'âme tourmentée de Pascal.

Elle lui donna Michel de l'Hôpital, ce chancelier de France dont on enseignait jadis aux enfants dans les écoles qu'il avait vécu « esclave de la justice et de l'honneur ».

Elle lui donna Desaix, ce Général de la Révolution à 26 ans, qui mourut à 32 ans en s'écriant : « Je meurs content puisque je meurs pour la patrie ! »

Elle lui donna La Fayette qui a dit à l'Amérique : « Je ne veux obtenir de vous qu'une seule faveur, celle de me battre comme un simple soldat, volontaire et sans solde », et qui a scellé pour l'éternité l'amitié de l'Amérique et de la France.

L'Auvergne donna à la France trois Présidents.

Elle lui donna Paul Doumer, grande figure républicaine. Je veux rendre hommage à ce fils de cheminot, qui avait commencé à travailler dès l'âge de douze ans, auquel la Grande Guerre prit quatre de ses fils et qui mourut assassiné par un fou qui voulait tuer la République française.

L'Auvergne donna à la France Georges Pompidou. Je veux lui rendre hommage ce soir parce qu'il incarne à mes yeux un idéal d'homme d'Etat pétri d'humanisme et épris de modernité.

Georges Pompidou, qui pendant six ans avait été le Premier Ministre du Général De Gaulle.

Georges Pompidou, qui pendant les événements de mai 68 avait su à force d'autorité, de sang-froid, d'intelligence et de cœur conjurer le drame et empêcher que coulât le sang.

Georges Pompidou, qui avait compris tout de suite que la crise étudiante révélait un problème de civilisation.

Georges Pompidou, qui avait voulu être et qui fut un « Président qui gouverne ».

Georges Pompidou, qui a écrit dans Le Nœud gordien ces quelques mots qui sont pour moi les plus vrais et les plus profonds que l'on ait écrit sur la politique et qui restent, presque quarante ans plus tard, encore aussi vrais et aussi profonds :

« En tout temps, le peuple veut avoir devant lui quelqu'un qui soit sincère et humain. Sincère, c'est-à-dire qui explique les choses telles qu'elles sont, qui ne donne pas l'impression soit de vouloir tromper, soit de ne pas croire lui-même à ce qu'il fait. Humain, c'est-à-dire qui comprenne les problèmes des humbles et des simples

citoyens. »

Voilà ce que disait Georges Pompidou et qui devrait être une ligne de conduite pour toutes les femmes et tous les hommes politiques de notre temps.

Georges Pompidou, homme de culture et de volonté, qui voulait que la France continuât d'être une puissance agricole et devînt une grande puissance industrielle.

Georges Pompidou, qu'on a voulu attirer dans la boue d'une affaire sordide.

Georges Pompidou, qu'on a voulu salir, qu'on a voulu détruire en attaquant sa famille, en attaquant son honneur, et qui finalement a été élu parce que les Français ne sont jamais dupes de ces coups bas, de ces manœuvres qui visent à discréditer par l'insinuation, par la rumeur, par le mensonge.

Je veux rendre aussi ce soir un solennel hommage au troisième Président de la République que l'Auvergne a donné à la France. Je veux dire mon amitié et mon respect à Valéry Giscard d'Estaing. Je veux lui dire mon estime pour son sens de l'Etat et pour ses convictions européennes.

Il a desserré les carcans qui étouffaient la société française. Il a abaissé l'âge de la majorité à 18 ans. Il a pris l'initiative de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Il a soutenu envers et contre tout Simone Veil, qui a porté ce projet de loi à bout de bras sous les attaques et les injures sans jamais faiblir.

Sans Valéry Giscard d'Estaing, sans Simone Veil, sans Jacques Chirac qui était alors Premier Ministre, ce combat n'aurait pas pu être gagné.

Des milliers de femmes leur doivent tout simplement la vie. Ils ont fait honneur à la France.

Le moins que l'on puisse dire c'est que les mœurs politiques d'aujourd'hui ne sont pas tellement meilleures que celles de cette époque. On pourrait même dire qu'à bien des égards elles sont pires dans la mesure où le dénigrement, l'insinuation, la calomnie ou le mensonge ont à leur disposition des moyens de diffusion autrement plus puissants que ceux d'alors.

Vous savez, quand il m'arrive d'aller sur Internet, de lire les journaux ou d'écouter la radio et la télévision, je dois dire que j'ai beaucoup de mal à me reconnaître dans la façon dont on me caricature et dont parfois on me salit. Vous dire que je suis indifférent à tout cela, que je ne suis jamais blessé par des attaques souvent indignes, serait mentir. Mais au fond je m'y attendais et je m'y suis préparé depuis longtemps.

Seulement quand j'entends des gens dont la vie n'est pas particulièrement un exemple, qui n'ont jamais fait preuve d'une grandeur d'âme, d'un sang-froid, d'une dignité particulièrement remarquables, quand j'entends ces gens chez lesquels on aurait bien du mal à trouver une quelconque supériorité de cœur, d'intelligence ou de caractère donner des leçons, je me dis en mon for intérieur : qu'ont-ils donc fait dans leur vie de si admirable qui leur permette de parler de moi avec un tel mépris ? Qui sont-ils donc pour se permettre d'instruire à mon égard des procès d'intention ?

Je dois dire que lorsque j'entends ce qu'ils disent de moi, lorsque j'entends toute cette arrogance, tout ce mépris, toute cette suffisance à mon égard, il me faut faire parfois beaucoup d'efforts sur moi-même pour ne pas répondre, pour ne pas leur dire publiquement : « qui êtes-vous donc pour oser dire cela ? Qu'avez-vous fait dans votre vie qui vous autorise à parler ainsi ? »

Mais finalement je me dis en moi-même que tout cela est misérable et ne vaut pas la peine.

Je me dis en moi-même que les Français méritent mieux que cette politique-là.

Je me dis que la France mérite mieux que cette politique de caniveau et que ce serait de ma part manquer de respect aux Français, que ce serait manquer de respect aux onze millions d'électeurs qui ont voté pour moi au premier tour, que ce serait manquer de respect à la fonction présidentielle que de me laisser aller à répondre à des attaques personnelles tellement outrancières qu'elles rabaissent ceux-là même qui les profèrent.

Les Français se débattent dans les difficultés.

Ils sont aux prises avec les problèmes de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'insécurité, du logement, de la santé. C'est de cela dont je veux parler avec eux.

Le 22 avril les Français ont choisi. Ils ont choisi le débat qui leur semblait le plus décisif. Ils ont choisi la confrontation qui leur paraissait la plus utile. Ils l'ont fait avec clarté. Ils l'ont fait en allant voter massivement, ils l'ont fait en mettant en tête deux candidats. Maintenant nous avons un devoir Madame Royal et moi : celui d'éclairer les Français, dans la dignité et la sincérité.

Il n'y a pas de place au second tour de la présidentielle pour l'aventure solitaire. Il n'y a pas de place pour les coups médiatiques.

La politique n'est pas faite pour permettre aux hommes politiques d'exister dans les médias. Elle n'est pas faite pour le contentement des hommes politiques.

On ne fait pas de la politique pour soi-même.

On ne fait valablement de la politique que pour les autres.

On ne fait dignement de la politique que pour servir.

Oui, je crois profondément comme Georges Pompidou que le peuple ne devrait avoir devant lui que des hommes politiques sincères et humains. La crise de la politique serait alors résolue.

Pour atteindre ce but, il faut juste un peu de morale.

Un peu de morale que tous les hommes politiques s'appliqueraient à eux-mêmes avant de faire la leçon aux autres.

Un peu de morale qui consisterait à s'appliquer à soi-même les règles de comportement que l'on voudrait voir appliquer par les autres.

La dignité de la politique, le respect qu'elle devrait inspirer, la confiance dont elle a besoin ont été ébranlés parce que pendant trop longtemps, à gauche comme à droite, beaucoup de responsables politiques ont pris la détestable habitude de prôner pour les autres des sacrifices qu'ils étaient absolument incapables de s'imposer à eux-mêmes. Parce qu'ils ont pris la détestable habitude d'imposer aux autres des obligations qu'ils ne s'imposaient pas à eux-mêmes.

Je ne veux faire la leçon à personne. Mais je veux rompre avec cette dérive qui n'est pas seulement une dérive de la politique.

J'ai voulu remettre la morale au cœur du débat politique dont elle avait été chassée depuis des décennies par l'idéologie de mai 68.

Je veux tourner la page de mai 68, je veux remettre de la morale dans la politique. Le mot « morale » ne me fait pas peur.

Pour moi la morale en politique, c'est d'abord le respect de la démocratie. C'est le respect de ses principes.

C'est le respect de ses règles.

Pour moi la démocratie ce n'est pas la haine de l'autre, ce n'est pas le mépris de celui qui ne pense pas comme vous, ce n'est pas la violence dans les comportements, dans les propos, ce n'est pas l'affrontement, ce n'est pas la guerre.

La démocratie c'est un système politique fondé sur des valeurs partagées qui permettent de vivre ensemble, de débattre ensemble, de décider ensemble, et au nom desquelles chacun accepte de se plier à la loi de la majorité, accepte d'être gouverné par celui pour lequel il n'a pas voté, par celui qui n'est pas d'accord avec lui mais qui a été élu.

Il y a aujourd'hui des gens dans notre pays qui n'arrivent pas à accepter les principes de la démocratie, qui n'arrivent pas à accepter la loi de la majorité, qui n'arrivent pas à accepter que les Français ne les aient pas désignés, que les Français ne les aient pas choisis.

Il y a des gens qui ne peuvent pas s'empêcher de penser que la démocratie ne fonctionne bien que lorsqu'ils gagnent.

Il y a des gens qui sont tellement convaincus d'avoir raison, tellement convaincus qu'ils ne peuvent qu'être promis à un destin exceptionnel, que leur défaite ne peut être que le fruit d'une manipulation, d'un complot, d'une manœuvre frauduleuse.

Je comprends l'amertume, je comprends la déception, je comprends la souffrance de celui dont l'engagement a été total, qui s'est battu pour ses convictions avec toute son énergie pendant des mois.

Je comprends qu'il est des cas où la défaite électorale peut être vécue comme un drame personnel. J'ai connu l'échec. J'ai vécu des défaites douloureuses, je sais ce que c'est que la douleur de l'échec. Mais cela ne justifie pas l'outrance, cela ne justifie pas l'injure, cela ne justifie pas le mensonge.

On peut être déçu et on peut être digne. On peut trouver injuste un résultat qui n'est pas à la hauteur de la peine que l'on a prise, de l'ardeur que l'on a mise dans sa campagne, mais l'on peut être respectueux des

électeurs qui ont voté en plus grand nombre pour un autre candidat.

Je veux dire ce soir les choses aussi calmement, aussi poliment que possible. Mais je veux les dire clairement pour qu'elles soient bien entendues et qu'elles soient bien comprises.

Je veux dire ce soir que je ne laisserai personne voler aux Français le deuxième tour de l'élection présidentielle.

Je ne laisserai personne confisque le débat pour lequel les Français se sont prononcés massivement dimanche dernier.

Ce serait un véritable déni de démocratie.

Je vois bien l'intérêt de tous ceux qui n'ont rien à dire, qui n'ont pas d'idée, qui n'ont pas de conviction ou en tout cas qui ne se sentent pas assez assurés dans leurs idées et leurs convictions. Je vois bien leur intérêt d'empêcher que la campagne du second tour ait réellement lieu. Je vois bien la tentation pour tous ceux que le résultat du premier tour n'a pas satisfaits, d'essayer de prendre leur revanche sur les urnes en provoquant un brouillage médiatique où les petites manœuvres politiciennes étoufferaient le débat d'idées sur les deux seuls projets entre lesquels les Français auront à choisir le 6 mai prochain.

Ceux qui sont tentés par cette stratégie de confiscation du débat démocratique doivent savoir qu'ils me trouveront en travers de leur route.

Je veux dire aussi ce soir que je veux bien admettre que l'on puisse sans doute aller assez loin dans la passion d'une campagne dans la mauvaise foi, dans les écarts de langage, mais qu'il y a une limite qu'il ne faut pas franchir.

Franchir cette limite c'est s'en prendre à la démocratie elle-même. Cette limite pour moi c'est la diffamation. Je le dis poliment mais fermement : je ne laisserai personne me diffamer.

Il me semble que nous venons d'entendre la pire énormité que l'on n'ait jamais osé proférer dans notre pays lors d'une campagne électorale. Je crois que cela mérite que l'on s'y arrête un instant pour prendre la mesure de la dérive qui nous menace si nous continuons ainsi.

Car rendez-vous compte que certains déclarent publiquement qu'ils sont persuadés que j'ai fait quelque chose dont ils avouent qu'ils n'ont absolument aucune preuve, ni aucun indice, ni rien qui puisse étayer leur thèse, sauf peut-être l'antipathie qu'ils éprouvent à mon égard !

Alors je pose la question : où va-t-on comme cela ? Et le pire, c'est qu'ils n'ont pas honte.

C'est plus fort que le procès stalinien !

Certains me disent :

« Nous sommes persuadés que vous avez fait pression sur le CSA pour empêcher que Madame Royal aille débattre avec Monsieur Bayrou. Je n'ai pas de preuve, je n'ai pas d'indice, je n'ai rien qui me permette d'étayer ce que j'avance mais ça ne fait rien. Je suis sûr que c'est vrai parce que votre tête ne me revient pas, et parce que vos idées ne me plaisent pas. Le délit de faciès et le délit d'opinion sont à la mode chez les bien pensant ! Bientôt tous ceux qui sont pas d'accord avec eux seront des fascistes cela leur permettra de se trouver le point commun qui leur manque pour entrer dans une coalition avec le parti communiste et avec l'extrême gauche.

Cela serait seulement pathétique et dérisoire si les enjeux n'étaient pas aussi importants pour notre pays, si l'attente des Français n'était pas aussi grande.

Car nous ne pouvons pas nous permettre qu'une fois encore l'élection présidentielle soit un rendez-vous manqué.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un débat tronqué qui débouche encore une fois sur un résultat ambigu, faute que tout ait pu être dit, que tout ait pu être suffisamment expliqué, suffisamment éclairé pour que chacun puisse se prononcer sur le fond en toute connaissance de cause.

La France a pris trop de retard pour pouvoir retarder encore le moment du choix décisif.

Entre la coalition des rancoeurs et des déceptions qui rabaisse le débat, et le front commun des haines et des intolérances qui est indigne de la République,

Entre les petites manœuvres politiciennes du temps où triomphait le régime des partis et le déchaînement de la pensée unique qui ne supporte pas que le peuple refuse désormais que l'on puisse décider à sa place,

Il y a quand même une inquiétude à avoir pour l'avenir de notre démocratie.

En fait il s'agit toujours de la même chose. Il s'agit d'escamoter le peuple, de l'empêcher de décider, de le tenir à l'écart, de le manipuler.

Les adeptes de la pensée unique rêvent d'une démocratie où le peuple n'irait pas voter, où l'abstention serait énorme, où l'information serait réservée à quelques-uns, où les décisions se prendraient entre des gens qui appartiennent au même milieu, qui ont la même formation, les mêmes réflexes, qui se connaissent, qui ont entre eux des connivences, des intérêts, des complicités.

Ils regrettent le temps de la France des notables et le suffrage censitaire.

Ils déplorent que l'élection du président de la République soit au suffrage universel.

Ils voudraient la proportionnelle intégrale où tout serait entre les mains des partis et où l'instabilité politique rendrait l'Etat impuissant face aux féodalités.

Les adeptes de la pensée unique n'ont pas supporté le premier tour. Ils n'ont pas supporté cette participation énorme, ce peuple qui veut choisir lui-même son destin.

Dans cette campagne j'ai voulu m'adresser directement au peuple français. J'ai voulu m'adresser à cette France exaspérée, à cette France qui souffre à laquelle personne ne parlait plus sauf les extrêmes.

Et le miracle s'est produit. Le peuple a entendu. Le peuple a répondu. Le peuple s'est levé.

Et maintenant on veut le faire rasseoir.

On veut le remettre à l'écart.

On veut l'ensevelir sous une avalanche de faux débats.

On veut que plus personne ne puisse lui parler.

On veut que dans le vacarme médiatique il ne puisse plus entendre personne.

Parce qu'en réalité on ne veut partager avec lui ni le pouvoir, ni la richesse, ni le savoir.

Parce qu'en réalité on ne veut pas que le peuple soit libre. On le préfère ignorant, parce que l'ignorant n'est pas libre. On le préfère assisté, parce que l'assisté n'est pas libre. On le préfère prisonnier de l'égalitarisme, parce qu'avec l'égalitarisme personne n'est libre d'entreprendre, de réussir, de réaliser ses rêves, ses ambitions, de bousculer l'ordre établi, de revendiquer la récompense du mérite, le partage des profits, le partage du pouvoir.

Eh bien moi je veux être le candidat du peuple, le porte-parole du peuple, de tous ceux qui en ont assez qu'on les mette de côté, qu'on les ignore, qu'on veuille leur expliquer la vie, qu'on veuille leur expliquer pourquoi ils devraient subir, toujours subir, sans rien dire, sans protester, pourquoi ils devraient se contenter de leur sort, pourquoi ils devraient s'émerveiller devant la mondialisation, devant les délocalisations, pourquoi ils se trompent quand ils croient que leur pouvoir d'achat baisse, pourquoi ils devraient se sentir heureux au lieu de se sentir malheureux.

Je veux être le candidat, je veux être le porte-parole de tous ces Français qui travaillent dur ou qui veulent travailler mais qui ne trouvent pas de travail parce que l'on fait tout pour détruire le travail.

Je veux être le candidat, je veux être le porte-parole de cette France qui en a assez d'être sacrifiée, qui en a assez de payer pour des erreurs qu'elle n'a pas commises, qui en a assez qu'on se moque d'elle.

Cette France je l'imposerai dans le débat du second tour.

Cette France elle peut compter sur moi pour qu'on ne lui vole pas cette élection présidentielle qui est la sienne, qui est celle du peuple et pas seulement celle des partis et des médias.

Je veux dire aux Français : depuis trente ans on parle à votre place, on pense à votre place, on décide à votre place. Vous en avez assez que des gens qui ne sont pas élus, qui ne sont responsables devant personne, qui n'ont de comptes à rendre à personne décident de votre vie, de votre avenir, de celui de vos enfants.

Vous en avez assez de tous ces gens qui décident à votre place et qui ne supportent jamais pour eux-mêmes les conséquences de ce qu'ils décident.

Vous en avez assez de tous ces gens qui veulent toujours vous imposer des sacrifices qu'ils ne sont pas capables de s'imposer à eux-mêmes.

Vous en avez assez que l'on vous répète sans arrêt qu'il n'y a qu'une seule politique possible et que vous n'avez pas le choix.

Vous en avez assez.

Vous en avez assez que des commissaires européens, des Banques Centrales, des cabinets ministériels, des grands corps, des experts, les médias, pensent à votre place, décident à votre place.

Vous en avez assez que la démocratie abdique devant la soi-disant dictature des marchés.

Vous en avez assez que l'Etat abdique devant les bureaucraties, les corporatismes et les lobbies.

Vous en avez assez que l'Europe ne soit pas démocratique.

Vous en avez assez qu'on vous dise :

« Plus de croissance, ce n'est pas possible ! »

« Le plein emploi, ce n'est pas possible ! »

« Travailler plus pour gagner plus, ce n'est pas possible ! »

« L'augmentation du pouvoir d'achat, ce n'est pas possible ! »

« Que tout le monde sache lire, écrire et compter, ce n'est pas possible ! »

« Choisir l'école de vos enfants, ce n'est pas possible ! »

« Le recul de la délinquance, ce n'est pas possible ! »

« Le service minimum dans le service public, ce n'est pas possible ! »

« La baisse des impôts, ce n'est pas possible ! »

« La politique industrielle, ce n'est pas possible ! »

« La taxation des pollutions, ce n'est pas possible ! »

« La préférence communautaire, ce n'est pas possible ! »

« La lutte contre les concurrences déloyales, ce n'est pas possible ! »

Eh bien, si, c'est possible ! Tout cela est possible si nous le voulons vraiment !

Vous en avez assez que l'on décide à votre place ce que vous avez ou non le droit de dire.

Vous en avez assez de la repentance.

Vous en avez assez que l'on cherche à vous imposer d'avoir honte de la France, de son histoire, de ses valeurs.

Vous en avez assez qu'il ne soit pas possible de dire que ceux qui n'aiment pas la France et qui n'aiment pas les valeurs de la République ne sont pas obligés d'y rester.

Vous en avez assez que l'identité nationale soit considérée comme un gros mot.

Vous en avez assez que l'on ne puisse plus avoir le droit de dire qu'un voyou est un voyou.

Vous en avez assez que l'on ne puisse pas parler de la nation sans être accusé de nationalisme, que l'on ne puisse pas parler de protection sans être accusé de protectionnisme, que l'on ne puisse pas dénoncer la surévaluation de l'euro sans être accusé d'être anti-européen, que l'on ne puisse pas dénoncer l'accapement du pouvoir par la technocratie ou montrer du doigt les patrons voyous sans être aussitôt accusé de démagogie, que l'on ne puisse pas évoquer la France qui souffre sans être immédiatement taxé de populisme.

Vous en avez assez de la langue de bois et vous avez raison.

Vous en avez assez de la pensée unique et vous avez raison.

Je veux en finir avec la pensée unique qui est le point de rencontre de tous les renoncements, de tous les sectarismes, de toutes les arrogances.

Je veux vous rendre votre liberté. Votre liberté de choix. Votre liberté de parole. Votre liberté de penser.

La France c'est tous les Français, toutes les villes, tous les quartiers, tous les villages. C'est la France de la mer et celle des campagnes, celle de la métropole et celle de l'outre-mer. C'est une seule et même France, une et indivisible, qui tire le meilleur parti de toutes ses ressources, de tous ses potentiels, de tous ses atouts, de tous ses talents, de tous ses territoires, qui n'en laisse aucun de côté, qui n'en gaspille aucun. Le retour de la nation que la pensée unique avait enterrée exprime ce besoin de se protéger ensemble et d'agir ensemble pour relever le défi de la mondialisation.

Depuis 25 ans, la pensée unique nous dit que l'industrie c'est fini, qu'il faut la laisser aux pays émergents qui payent leurs ouvriers moins cher.

Ce que la pensée unique n'a pas compris c'est qu'en laissant partir la fabrication, c'est tout qui risque de s'en aller.

A ceux qui rêvent d'une France sans usine et sans atelier, je dis que si toutes les usines s'en vont, le reste risque de partir aussi.

Lorsque toutes les entreprises seront en Chine ou en Inde, il n'y aura aucune raison pour que les services aux

entreprises ne partent pas aussi. Il n'y aura aucune raison pour que la recherche ne s'en aille pas. La Chine et l'Inde forment chaque année plus d'ingénieurs et de chercheurs que l'Europe.

Si les conditions actuelles de l'échange se perpétuent, si les politiques européennes restent les mêmes, si nous n'investissons pas, tout partira, même les activités de très haute technologie et à très haute valeur ajoutée. Pour comprendre le péril qui nous guette, il suffit de voir ce qui se passe avec des entreprises comme EADS ou Alcatel. Il suffit de voir les positions que prennent les Indiens dans l'informatique. Il suffit de voir les ambitions de la Chine dans l'aéronautique et dans l'espace.

La pensée unique a eu tort quand elle a décrété la fin de la vieille économie industrielle. Regardez la sidérurgie aujourd'hui. Regardez la prospérité de toutes les industries de base qui n'arrivent plus à fournir la demande mondiale. Regardez le gâchis d'Arcelor qu'on a bradé parce qu'on croyait que la sidérurgie c'était le passé. Il y a une autre politique possible que celle du renoncement industriel. Je ne veux pas d'une Europe qui empêche toute politique industrielle au nom des dogmes d'une concurrence que même les Américains n'auraient jamais l'idée de s'appliquer à eux-mêmes, et ne parlons pas des Japonais, des Coréens ou des Chinois.

Je veux une Europe qui agira en faveur de l'industrie européenne au lieu de l'empêcher de vivre et de se développer.

Je veux une Europe qui laissera aussi les Etats avoir une politique industrielle.

Si je suis élu, j'en prends l'engagement solennel devant vous, la France aura une politique industrielle. Je ferai tout pour que notre industrie puisse être compétitive. Je ferai tout pour que le développement industriel à long terme ne soit pas empêché par l'obsession du court terme. Je veux prendre à bras le corps le problème des délocalisations.

Il nous faut une politique globale du système productif. Je la mettrai en œuvre.

Mais on ne peut pas vouloir une industrie compétitive et surtaxer le travail et l'investissement. C'est pour cela que je veux taxer le pollueur plutôt que le travailleur. C'est pour cela que je veux expérimenter la TVA sociale qui taxera les importations de la même manière que les produits français.

On ne peut pas vouloir une industrie compétitive et augmenter le prix de l'électricité et du gaz sans aucun rapport avec les coûts de production.

On ne peut pas vouloir une industrie compétitive et gérer les entreprises publiques au nom de la seule logique de la rentabilité à court terme sans les faire contribuer à la politique industrielle.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et accepter que les entreprises publiques délaissent les technologies françaises au profit des technologies de pays qui n'accordent même pas la réciprocité en matière d'ouverture des marchés. Je le dis, l'affaire Bombardier m'a choqué; on n'a pas sauvé Alstom pour regarder les bras croisés la SNCF acheter des trains canadiens alors même que le marché canadien du matériel ferroviaire est fermé à la concurrence.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et refuser de mettre la politique de la commande publique au service du développement industriel.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et ne pas avoir d'instrument financier pour que l'Etat puisse investir dans la réindustrialisation des bassins industriels en difficulté où il existe, une tradition, une culture, un savoir-faire précieux qu'il serait absurde de gaspiller. Quand je vois la prospérité qu'ont bâti sur leur tradition industrielle le pays basque espagnol ou la Bavière, je me dis que faire ce que nous avons trop souvent fait en France en renonçant à relancer l'industrie dans beaucoup de nos vieilles régions industrielles est un immense gâchis.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et refuser que l'Etat prenne des participations temporaires dans les entreprises stratégiques qui ont besoin de passer un cap difficile, comme je l'ai fait pour Alstom en me battant contre le dogmatisme de la Commission européenne. Alstom était soi-disant perdue. Aujourd'hui Alstom est sauvée et ses carnets de commande sont pleins.

Preuve qu'avec un peu de cœur, avec un peu d'imagination et beaucoup de volonté la politique peut encore quelque chose, même pour l'industrie.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et ne pas soutenir les secteurs qui constituent les points forts de notre savoir-faire industriel comme les transports, le TGV, le nucléaire, l'aéronautique, l'espace, l'électronique de défense, la pharmacie ou l'agro-alimentaire. Et je ne vois pas non plus ce que la France aurait à gagner à laisser tomber la construction navale dans un monde où le trafic maritime ne cesse d'augmenter.

On ne peut pas vouloir une politique industrielle et ne pas investir dans les activités nouvelles pour lesquelles nous possédons de réels atouts. Je pense par exemple aux technologies propres, qui sont appelées à prendre une place considérable dans l'économie de demain. Je pense aussi à l'industrie du logiciel, qui fait le lien entre la

nouvelle et l'ancienne économie.

La pensée unique dit que le capitalisme familial c'est fini, qu'il n'y a plus que le capitalisme financier. Ici, on sait ce que l'on doit au capitalisme familial.

Ici on sait bien qu'une entreprise familiale ce n'est pas tout à fait une entreprise comme les autres. On sait bien à Clermont-Ferrand que si Michelin n'avait pas été une entreprise familiale si profondément enracinée, elle serait partie depuis longtemps, mais on voit aussi que cet enracinement ne l'a pas empêchée, bien au contraire, de rester performante.

Une autre politique est possible. Une autre politique est nécessaire. Parce que dans le capitalisme financier, l'entreprise cesse trop souvent d'être une communauté humaine. Parce que dans le capitalisme financier il n'y a plus aucun lien entre l'actionnaire et le salarié. Parce que dans le capitalisme financier lorsqu'il est totalement livré à lui-même, le prédateur et le spéculateur ont tendance à prendre le pas sur l'entrepreneur.

Si je suis élu, je ferai tout pour rééquilibrer le capitalisme au profit du capitalisme familial et des entrepreneurs.

La pensée unique dit que l'artisanat et le petit commerce c'est fini. La pensée unique fait tout depuis 25 ans pour tuer l'artisanat et le petit commerce. Mais que deviendraient alors nos centres-villes et nos villages ? La pensée unique compte pour rien la convivialité et la proximité.

Une autre politique est possible. Une politique qui rétablirait l'égalité des conditions de la concurrence, qui mettrait l'artisanat et le petit commerce dans une concurrence loyale face aux grands commerces et à la grande industrie. Une politique qui protégerait nos artisans du dumping social à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union Européenne. C'est la politique que je mettrai en œuvre si je suis élu.

La pensée unique dit que l'agriculture c'est fini. Un commissaire européen s'est même cru autorisé au début de cette année – on se demande à quel titre ? – de conseiller aux agriculteurs de prendre un second métier pour pouvoir survivre dans l'avenir. Je le dis comme je le pense : Elle aurait mieux fait de se taire.

Cette déclaration était parfaitement scandaleuse. L'agriculteur veut vivre de son métier d'agriculteur, et l'Europe a besoin de son agriculture pour assurer son indépendance alimentaire. Je veux le dire ce soir à tous les agriculteurs : pour moi l'agriculture ce n'est pas fini. Pour moi l'agriculture ce n'est pas le passé. Pour moi l'agriculture c'est l'avenir. Parce que demain la question de la qualité de l'alimentation sera de plus en plus décisive.

Si je suis élu je ne laisserai pas la Politique Agricole Commune servir de monnaie d'échange dans les négociations de l'OMC. L'avenir du Tiers-Monde n'est pas dans la conquête du marché agricole européen. Elle est dans sa capacité à se nourrir et à développer à la fois son autosuffisance alimentaire et son marché intérieur. L'Europe quant à elle n'est pas excédentaire, contrairement à ce qu'on dit souvent.

Elle a besoin d'une agriculture capable d'abord de répondre à ses besoins tout en respectant l'environnement. Les agriculteurs, ce ne sont pas seulement les travailleurs qui tirent de la terre la nourriture de l'Europe. Ils sont aussi les dépositaires d'une tradition qui remonte loin dans le passé de nos vieux pays. Nul ne peut comprendre la France d'aujourd'hui s'il ne se rappelle pas que c'est une vieille nation paysanne. Nul ne peut comprendre l'attachement charnel de tant de Français à la terre de France s'il ne se souvient pas que coule dans leurs veines du sang paysan voué pendant des siècles à féconder le sol français.

Comme nul ne peut comprendre la sensibilité d'un peuple s'il ne se souvient pas des générations qui se sont épuisés à gagner avec leurs mains de quoi élever les enfants qui n'étaient promis qu'à une seule destinée : celle de prendre un jour la suite de leurs pères à l'usine ou à la ferme. A notre époque où les fils n'imitent plus les pères, où la plupart des salariés changent de métier et d'entreprise plusieurs fois dans leur vie, ces traces sont restées profondes dans les mentalités et dans les cœurs. Ces traces sont des richesses qu'il ne faut pas perdre. Ce n'est pas seulement de mémoire dont il s'agit. C'est aussi de morale, de culture et, au bout du compte, de façon d'être et de façon de travailler.

Cet héritage n'est pas un handicap, une prison qui enfermerait dans le passé. C'est un atout qui, faisant de la France un peuple de travailleurs exceptionnels, exceptionnellement durs à la tâche et exigeants avec eux-mêmes, lui donne l'énergie de toujours se relever quand on la croit vouée au déclin.

La pensée unique récuse tout cela, qu'elle croit appartenir à un passé révolu, qui ne rentre pas dans les chiffres, qui n'est pas quantitatif, qui n'est pas mesurable, mais qui est de l'ordre de la qualité et de l'humain, de l'ordre de ce qui au fond constitue le terreau de la France de demain.

C'est la même incompréhension qui pousse la pensée unique à croire que pour être plus efficace il faut non

seulement laisser partir les usines et s'éteindre jusqu'au souvenir de l'industrie, abandonner les champs qui sont si éloignés de la nouvelle économie, mais qu'il faut aussi laisser tomber la ruralité, les petites communautés villageoises qui se sont toujours défendues comme elles le pouvaient pour rester vivantes.

La pensée unique dit que les territoires ruraux c'est fini, qu'il faut accélérer l'exode, qu'il faut leur enlever les services publics pour faire des économies. Plus les gens s'en vont, plus la pensée unique veut faire partir les services publics. Mais c'est l'inverse qu'il faudrait faire. Au lieu d'inciter les gens à s'entasser dans des banlieues, il vaudrait mieux essayer de les inciter à revenir là où tant de gens ont vécu pendant tant de siècles, en leur redonnant de vrais services publics, en ayant comme objectif non l'abandon mais la reconquête des territoires que depuis des années on a complètement marginalisés. Et pour cela refaire une vraie politique d'aménagement du territoire. Car en tirant le meilleur parti de tous les territoires cette politique qui peut coûter cher au départ peut rapporter beaucoup à l'arrivée.

Si je suis élu, je redonnerai leur chance à tous les territoires. Je remettrai l'aménagement du territoire au centre des politiques publiques.

Pour protéger nos emplois et nos territoires, nous devons revoir notre conception du libre-échange qui nous dit qu'il nous faut tout laisser passer, qu'il ne nous faut même pas regarder ce qui passe.

J'appelle cette politique la politique de la naïveté. Il y a une autre politique possible. C'est la politique de la réciprocité. Nos marchés sont ouverts à ceux qui ouvrent les leurs mais ils sont fermés à ceux qui ferment les leurs. C'est la politique qui refuse la concurrence déloyale et qui met des barrières aux dumpings monétaires, sociaux et écologiques.

Il est sain économiquement, et il est normal moralement que les produits qui ne respectent pas les règles environnementales supportent des taxes compensatoires. Si un pays produit en polluant beaucoup alors qu'en Europe les règles sont strictes, il est normal de taxer la pollution contenue dans les importations en provenance de ces pays.

Si la concurrence est déloyale il est normal de pouvoir mettre en place des clauses de sauvegarde pour avoir un moyen de pression dans la négociation commerciale. C'est pourquoi il faut absolument à l'Europe une préférence communautaire.

Si les monnaies de pays comme la Chine ou l'Inde sont très sous-évaluées, il faut faire pression sur eux pour engager une négociation sur le réaligement des parités de change parce que cette concurrence est déloyale pour les travailleurs européens.

Si le vin étranger entre librement sans respecter les mêmes normes que nos viticulteurs, nos viticulteurs sont condamnés. Il faut s'y opposer parce que cette situation n'est pas acceptable.

Si on dit que l'aide aux PME grâce à la commande publique est possible pour les Etats-Unis parce qu'ils ont obtenu une dérogation de l'OMC et qu'elle est interdite en Europe faute de dérogation, je dis que c'est aussi inacceptable parce qu'il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures.

Mes chers amis,

Il nous reste une semaine pour convaincre. Une semaine pour expliquer. Une semaine pour que les Français comprennent bien l'enjeu de ce deuxième tour que tant de gens aujourd'hui cherchent à brouiller.

Il nous reste une semaine pour que l'élan du premier tour ne se brise pas sur le mensonge, sur la mauvaise foi, sur la hargne de mauvais perdants qui ne se résignent pas à quitter la scène.

Il nous reste une semaine pour rassembler cette majorité autour de laquelle pourra s'unir ensuite tout le peuple français.

Il nous reste une semaine pour que le peuple français dans tous les quartiers, dans tous les villages, dans toutes les campagnes, dans toutes les villes, dans toutes les régions comprenne qu'il a son destin en main, que s'il le veut il peut redevenir partie prenante de la politique qui sera conduite demain.

Nous avons une semaine pour lui faire comprendre qu'il a été entendu et que dans cette campagne nous parlons pour lui.

Nous avons une semaine pour le convaincre qu'il est un grand peuple qui a en lui une énergie, une intelligence, une force qui a si souvent soulevé les montagnes et qui peut les soulever encore, qui peut tout rendre possible s'il ne se laisse pas voler cette élection, s'il ne se laisse pas voler cette campagne, s'il ne se laisse pas voler le vote de dimanche dernier, s'il ne laisse pas s'éteindre le formidable espoir qu'il a soulevé en se levant et qui a étonné le monde.

Mes chers amis, je n'ai plus que deux choses à vous dire, les deux seules chose qui comptent maintenant et qui

viennent du fond de mon cœur, et qui sont dans cotre cœur à tous, et qui sont dans le cœur de tous les Français :

Vive la République !

Vive la France !